

LA RECOMPOSITION DE L'ASIE CENTRALE SOVIÉTIQUE

Olivier ROY

La décomposition de l'URSS entraîne deux conséquences : 1) l'apparition sur la scène internationale de six Etats islamiques nouveaux, qui pourraient soit constituer un nouveau pôle géostratégique centrasiatique et islamique, soit au contraire rejoindre les sphères d'influences d'autres Etats de la région (Russie, Iran, Turquie...); 2) la réduction des quelques dix millions de musulmans qui demeurent sur le territoire de la nouvelle république de Russie à l'état de minorités qui ne se reconnaissent pas dans le nationalisme russe.

Il importe donc de mesurer le poids des nationalismes ou au contraire des sentiments identitaires supra-nationaux (islamisme, pan-turquisme) qui agitent l'islam soviétique. Le point de départ est pourtant le même : dans les six républiques, l'ancien parti communiste est resté au pouvoir après avoir changé de nom. On se trouve en fait dans des systèmes de quasi partis uniques sur le mode usuel dans le Tiers-Monde et non dans l'ancien camp socialiste, c'est-à-dire que l'idéologie ne joue pas de rôle dans la légitimation de ces partis, toujours prêts à jouer le nationalisme voire l'islam pour se maintenir au pouvoir. Ces partis sont des réseaux de clientélismes et d'apparatchiks, mais non coupés de la population comme l'était la nomenklatura russe. En face, trois types d'oppositions apparaissent : 1) les démocrates, très minoritaires et qui recrutent uniquement dans l'intelligentsia urbaine, souvent parmi les allogènes, 2) les nationalistes qui prônent l'ethnicité comme critère exclusif, et s'appuient tantôt sur les démocrates, tantôt sur les mollahs, 3) les islamistes, dont les références sont plus proches des Frères Musulmans arabes et des Moudjahidine afghans que de l'Arabie Saoudite. Selon les républiques, ces trois forces s'allient ou au contraire s'opposent, permettant le maintien des pouvoirs en place.

En fait les nouvelles républiques musulmanes suivent une logique nationale et sont peu enclines à rentrer dans un réseau de nouvelles alliances contraignantes. Elles ont une obsession : éviter l'enclavement. Elles jouent donc tout ce qui peut rester d'union avec l'ancien centre et se cherchent en même temps des parrains étrangers, dont elles attendent avant tout une aide économique.

L'idéologie ne joue aucun rôle dans leurs choix de politique étrangère, qui sont purement opportunistes : on saluera le grand frère turc, la révolution islamiste ou le généreux roi Fahd, au gré des espoirs et des visites. Les conflits latents entre ces républiques (eau, frontières, minorités) sont pour le moment mis de côté, sauf bien sûr pour ce qui est de l'Azerbaïdjan. Il en sera ainsi aussi longtemps que les directions appartiendront aux anciens apparatchiks. Mais des changements éventuels de régime (par exemple l'arrivée d'un pouvoir

islamique au Tadjikistan) changeront la donne : alors les conflits entre républiques trouveront une justification idéologique.

Mais l'inévitable recomposition qui suivra la chute de l'empire soviétique se fera selon trois facteurs :

- les stratégies d'Etats, qu'il s'agisse des nouveaux Etats musulmans (car le concept d'Etat-nation a pris racine dans les républiques musulmanes soviétiques) ou bien des voisins, comme la Turquie, l'Iran, le Pakistan et l'Arabie saoudite.

- les solidarités ethniques, car aucune frontière de la région ne correspond à une frontière ethnique : Azéris, Turkmènes, Ouzbeks et Tadjiks vivent de part et d'autre des actuelles frontières internationales.

- les mouvements fondamentalistes islamiques, qui poursuivent le rêve de reconstruire la communauté musulmane, mais sont aussi l'objet de manipulations de la part des différents Etats.

De la communauté musulmane aux républiques musulmanes

Les républiques musulmanes actuelles sont fondées sur le découpage territorial effectué par Staline entre 1919 et 1929 et censé donner un cadre politique et administratif aux « nationalités », c'est à dire aux grandes ethnies (Ouzbeks, Tadjiks, Turkmènes, Kirghizes, Azéris etc). Cette construction est en fait artificielle : il n'y a jamais eu avant l'époque soviétique d'entités politiques correspondant aux républiques actuelles, sauf sans doute le khanat de Kazan, subjugué par Ivan le Terrible en 1552 et correspondant aux actuelles Républiques autonomes de Tatarie (où les Tatars ne représentent d'ailleurs que 35 % de la population) et de Bachkirie. Bien plus, la définition même de ces « nationalités » est dans une large mesure une fabrication pseudo-ethnologique répondant à des objectifs politiques, dont le premier était de casser chez les musulmans de l'empire le sentiment d'appartenir à un grand ensemble : la communauté (*l'umma*) musulmane ou pan-turque. Avant 1920, si l'Azerbaïdjan était bien un concept géographique (l'Atropatène des Grecs anciens), il n'y avait pas de « peuple azéri » : eux-mêmes se qualifiaient de « Turcs » ou de « musulmans » et les Russes les appelaient « Tatars » ; ils avaient été sujets du Chah d'Iran à qui les liaient la fidélité dynastique et chi'ite (les Chahs d'Iran étaient des Turcs). De même les persanophones sunnites d'Asie centrale ne se reconnaissaient comme « Tadjiks » que pour les populations des montagnes du Pamir, mais les gens de la ville ne se sont jamais donné un tel ethnonyme. Les actuels Kazakhs étaient encore appelés Kirghizes par les Russes en 1920. Quant aux Ouzbeks, il s'agissait en fait d'une confédération tribale qui s'était taillé un royaume à la fin du XV^e siècle, plutôt que d'une ethnie à proprement parler. Seuls les Turkmènes, individualisés par leur organisation tribale et leur mode de vie nomade, avaient une identité propre, mais qui ne s'était jamais incarnée dans une revendication politique.

Le sens de la nationalité fondée sur une ethnicité était si peu développé qu'au XIX^e siècle en Asie centrale, dans les trois ou quatre « khanats » ou émirats qui se partageaient le régime, tous les souverains étaient ouzbeks, mais le

persan était langue de cour, de littérature et d'administration, tandis que les populations étaient très mélangées. A la vieille population persane des villes s'était ajoutée depuis le IX^e siècle de notre ère une population turque. Les Turcs se sont persanisés et les Persans souvent turquisés. Si les nomades étaient presque tous turcophones, la population des villes était bilingue. Enfin le sentiment identitaire ignorait la notion d'ethnie : on était soit musulman en général, soit membre d'un groupe local, clan, tribu, famille étendue, village ou vallée. L'Asie centrale est avant tout une aire de civilisation turco-persane, découpée aujourd'hui en Etats-nations qui ont acquis une réalité.

En effet l'arbitraire du découpage stalinien a pris racine : il y a aujourd'hui une identité ouzbek, tadjik, turkmène etc., même si cet enracinement a des effets pervers : frontières aberrantes (en particulier entre le Tadjikistan et l'Ouzbékistan), populations autochtones qui se retrouvent d'un seul coup minoritaires chez elles (comme les persanophones de Samarkand et de Boukhara incluses du jour au lendemain dans l'Ouzbékistan), ou bien groupes qui ont du mal à se situer sur la liste actuelle des « nationalités » (comme les habitants de la vallée de Ferghana, partagée entre Ouzbékistan et Tadjikistan, qui sont bilingues persan-ouzbek et ont bien du mal à « choisir » mais sont contraints de le faire par les nouvelles indépendances). L'héritage paradoxal du stalinisme est la création presque *ex nihilo* d'Etats-nations, revendiquant la correspondance entre une ethnie, une langue, un territoire et un Etat.

Qui sont les musulmans soviétiques ?

Pour casser le sentiment de former une communauté musulmane, les Soviétiques avaient, entre 1919 et 1929, créé six républiques soviétiques (RSS) et un certain nombre de républiques et territoires autonomes (RSA et TA), dépendants de la RSS où ils étaient inclus. Or les indépendances des ex-RSS ont renforcé par contraste le degré de dépendance des Républiques et territoires autonomes, accentuant ainsi les tensions ethniques. Le paradoxe veut que l'essentiel des Républiques et territoires autonomes musulmans dépendent de la Russie : RSA du Daghestan, de Tatarie, Bachkirie, Tchétchènes et Ingouches, Ossétie du Nord, Kabardino-Balkarie, Tchouvaches. Les autres RSA musulmanes sont l'Adjarie et l'Abkhazie (en Géorgie) et la RSA des Karakalpaks en Ouzbékistan.

L'ex-Union Soviétique comptait environ 60 millions de musulmans, dont la grande majorité sont des turcophones sunnites. Mais le monde musulman soviétique est beaucoup plus diversifié que cette donnée peut le laisser croire. D'abord les Turcophones ne sont pas tous musulmans (les Gagaoz sont chrétiens), mais tous les chiïtes sont turcs azéris qui se trouvent ainsi en minorité parmi la grande masse des sunnites turcophones, persanophones ou caucasiens du nord (nous laisserons de côté les quelques dizaines de milliers d'Ismaéliens vivant au Tadjikistan dans le territoire autonome du Gorno-Badakhshan, que les chiïtes ne considèrent pas comme des leurs). Les sunnites sont de rite hanafite en Asie centrale et à Kazan, et chaféïte au Caucase, mais cette différence n'est pas perçue comme une opposition religieuse. Les langues du groupe turcophone sont aujourd'hui très diversifiées, entre autres à cause de la

politique stalinienne d'accentuation des différences linguistiques par abandon des langues véhiculaires classiques au profit de dialectes transformés en langues écrites : un Tatar et un Ouzbek ont du mal à se comprendre aujourd'hui. À part les turcophones, on trouve deux autres groupes linguistiques parmi les musulmans de l'ex-URSS : 1) les persanophones, aujourd'hui tous appelés Tadjiks (auxquels il faudrait ajouter des petits groupes de langues iraniennes en général installés au Caucase : Tats et Kurdes), qui outre le Tadjikistan habitent les centres historiques de Samarkand et Boukhara; 2) les peuples montagnards du Caucase du Nord, parlant une quarantaine de langues appartenant au groupe caucasien : Avars, Tchétchènes, Dargins, Lezgiens etc...

Pour notre étude des conséquences des indépendances, nous distinguerons quatre ensembles :

- le Kazakhstan (16 millions d'habitants) dont la moitié de la population n'est pas musulmane;
- les quatre républiques d'Asie centrale proprement dites : trois turcophones sunnites (l'Ouzbékistan qui compte 20 millions d'habitants, la Kirghizie, 4,3 millions, le Turkménistan, 3,6) et une persanophone, le Tadjikistan (5 millions);
- l'Azerbaïdjan, turcophone mais chi'ite (7 millions d'habitants).
- les musulmans de Russie, tous sunnites mais répartis en trois groupes : les Tatars de la Volga, les Caucasiens du Nord et... les « immigrés » d'Asie centrale, concentrés dans la ville de Moscou.

Le Kazakhstan

Le Kazakhstan est, en superficie, la plus grande république de l'ex-URSS après la Russie. De toutes les républiques indépendantes, c'est la seule qui soit véritablement multi-ethnique : les Européens comptent pour moitié de la population et sont majoritaires au nord de la république et dans la capitale, Alma Ata.

Les steppes kazakhes n'ont été islamisées que vers le XVIII^e et l'influence de l'islam y est bien moins forte que dans les autres républiques : on ne distingue à l'heure actuelle aucun courant fondamentaliste au Kazakhstan. L'élite kazakhe est très russifiée même si elle est fortement nationaliste. Enfin le Kazakhstan est une puissance nucléaire. Tous ces facteurs, auxquels s'ajoute l'importance de la population européenne, font que le sort du Kazakhstan est encore pour longtemps lié à celui de la Russie. L'alternative à l'alliance privilégiée avec la Russie n'est pas en direction des pays musulmans, mais au contraire de l'Orient (Japon, Corée et Chine). Le Kazakhstan, à cause de ses richesses potentielles sur le plan économique (en particulier les minerais) et de son importance stratégique (le nucléaire) aura moins de difficultés que les autres républiques musulmanes à établir des relations avec les Occidentaux. Sous la direction habile et modérée de Noursoultan Nazarbaïev, le Kazakhstan peut espérer réussir son indépendance.

L'Asie Centrale

Les quatre républiques d'Asie centrale (Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan et Kirghizie) ont leur sort lié, malgré des antagonismes ethniques et frontaliers très forts. L'espace géographique et économique est le même : ce sont les bassins d'irrigation des deux fleuves provenant du Pamir, le Syr-Darya et l'Amou-Darya sans lesquels l'Asie centrale retournerait au désert.

L'imbrication ethnique est très forte : les frontières n'ont aucune réalité ethnique ou géographique. Les vallées de Ferghana et du Zarafshan, les villes de Samarkand, Boukhara, Osh... comptent des populations appartenant à d'autres ethnies que celle de la république. Des conflits ont éclaté pour la terre, les logements, le contrôle de l'eau. Ces conflits ethniques opposent en fait des populations musulmanes entre elles, alors que les Européens qui ont décidé de rester ne sont plus victimes de brimades. Nationalisme et islam tantôt se renforcent l'un l'autre, tantôt s'opposent : en Ouzbékistan, le parti nationaliste Birlik utilise abondamment la symbolique islamique, alors qu'au Tadjikistan les nationalistes se réclament d'une identité pré-islamique et ne partagent avec les fondamentalistes du Parti de la Renaissance Islamique qu'une commune hostilité au régime particulièrement conservateur qui règne encore à Douchambe. C'est au Tadjikistan que le régime conservateur est le plus fragile et l'opposition islamiste est la plus forte. La première république islamique, et sans doute la seule, sera peut-être le Tadjikistan.

L'Ouzbékistan a vocation à dominer la région par son poids démographique, sa position centrale, son nationalisme et la présence de fortes minorités ouzbeks hors de ses frontières, y compris en Afghanistan ; il y a 20 % d'Ouzbeks au Tadjikistan. L'Ouzbékistan a résolument tourné le dos au pan-turquisme en adoptant l'alphabet arabe et en voulant revenir au « *vieil-ouzbek* » c'est-à-dire à un turc très persanisé, en opposition avec la réforme de l'écriture et de la langue opérée par Atatürk en Turquie.

L'Azerbaïdjan

L'idéologie dominante en Azerbaïdjan, aussi bien dans l'ex-parti communiste au pouvoir que dans l'opposition, est un nationalisme auquel l'islam chi'ite est intégré comme référence identitaire. Mais il n'y a pas de tendance fondamentaliste importante.

La république d'Azerbaïdjan a choisi la carte du rapprochement étroit avec la Turquie au détriment (et au grand dam) de l'Iran, dont elle a pourtant fait partie de la sphère d'influence jusqu'en 1813. Les Azéris du nord ne sont guère séduits par le khomeynisme : le grand mufti de Bakou, Pashazade qui a conservé son poste et son prestige, est un ancien disciple de Chariat-Madari, l'ayatollah que Khomeyni a autoritairement « *défroqué* » en 1982. Khu'y, un des derniers grands Ayatollahs vivants, a toujours été opposé à Khomeyni et vit en Irak : il est azéri comme l'était Chariat-Madari. Enfin le gouvernement actuel de Téhéran compte fort peu d'Azéris et apparaît comme essentiellement persan.

L'Azerbaïdjan a donc adopté l'alphabet latin. Mais la priorité de l'Azerbaïdjan, c'est le Karabakh, d'autant que le régime du président Mutalibov et

l'opposition font surenchère de nationalisme. L'état de guerre larvée avec l'Arménie peut à tout moment passer à la guerre ouverte.

Les Musulmans de Russie

Les quelques dix millions de musulmans qui vivent sur l'actuel territoire de la république de Russie comprennent trois groupes : les Caucasiens du nord (Daghestanais, Tchétchènes, Ingouches, Ossètes, Tcherkesses...), les Tatars de la Volga et leurs cousins Bachkires, enfin les « immigrés » venus du sud et installés plus ou moins clandestinement à Moscou : s'il n'y a que trois mosquées à Moscou (toutes tenues par des Tatars), on compterait environ 800 000 musulmans dans le Grand Moscou et les problèmes qui s'y posent rappellent parfois la question de l'immigration en Europe occidentale.

Coups de leurs cousins du Sud, confrontés à un nationalisme russe qui n'a plus l'idéologie universaliste du socialisme comme paravent, les musulmans de Russie se sentent soudain minorés et menacés, mais ils ont beaucoup de mal à faire reconnaître des revendications nationalistes, même si leur présence est plus que millénaire (les Tatars de la Volga se sont convertis à l'islam avant que les Russes n'embrassent le christianisme). En effet, l'indépendance des RA musulmanes en URSS ne paraît pas viable et elles ne peuvent compter sur un soutien extérieur. Soit leurs territoires sont enclavés (Tchéchénie, Tartarie), soit leur identité nationale fait elle-même problème : les Daghestanais, qui ont un débouché sur la mer Caspienne, sont composés de 32 ethnies, parlant chacune leur langue ; on voit mal comment un Etat daghestanais indépendant et unifié pourrait voir le jour. Les Tatars de la Volga sont minoritaires sur leur propre territoire, grâce à une politique de russification menée... depuis le XVI^e siècle.

Dans ces conditions, il n'est guère étonnant que l'islam soit le point de ralliement pour une grande partie d'entre eux. Le fondamentalisme est très développé chez les musulmans russes, à commencer par leurs élites russifiées. Les Tatars qui ont une vieille tradition de résistance islamique et qui sont en même temps les plus russifiés fournissent en général les cadres des mouvements pan-islamistes.

Les musulmans de Russie sont à l'origine de la création du Parti de la Renaissance Islamique (voir plus bas).

Entre un islam fondamentaliste condamné à être minoritaire dans une grande Russie de 150 millions d'habitants et une construction nationale impossible, l'islam russe connaît une crise d'identité génératrice de troubles à venir, comme l'a montré la proclamation de l'indépendance de la Tchétchénie en novembre 1991.

L'Organisation de l'Islam

L'islam dans l'ex-URSS est structuré selon trois niveaux qu'il faut éviter d'opposer systématiquement, car les interférences sont nombreuses : – un islam officiel, héritier de l'organisation mise en place par Staline, – un islam informel, organisé au niveau local, souvent fondamentaliste mais peu structuré et peu

politique, – enfin un mouvement islamiste, le Parti de la Renaissance Islamique, adepte des idées des Frères Musulmans arabes.

L'islam officiel

Staline avait organisé en 1941 un islam officiel, sur la base de quatre *muftiyya* ou « directions spirituelles » : l'Europe et la Sibérie (Oufa), l'Asie centrale et le Kazakhstan (Tachkent), le Caucase du Nord (Marachkala) et l'Azerbaïdjan (Bakou, où le mufti est chi'ite). Ce clergé avait le monopole de la formation des rares oulémas soviétiques. A partir de Khrouchev, il fut utilisé à usage externe pour contribuer à assurer le prestige de l'URSS dans les pays musulmans. Crédibilité oblige, la plupart des oulémas du clergé officiel ont une excellente formation en arabe et en théologie, ce qui en fait toujours à l'heure actuelle les oulémas les mieux formés de toute l'ex-URSS et donc les plus prestigieux, malgré leur collaboration avec le régime communiste.

Ce clergé s'est bien adapté à la disparition du système soviétique, au prix d'une épuration interne et d'une coopération continue avec les régimes en place : la symétrie est nette entre le maintien des PC et celui d'un islam officiel. A Tachkent, le Mufti Babakhanov a été évincé en 1989 sous pression de la base, au profit de Mohammad Youssouf, mollah officiel éduqué en Libye, parfait arabophone : mais ce dernier est à son tour victime d'une contestation de la part de mollahs *wahhabis* (c'est à dire fondamentalistes) venus du Ferghana. Le Mufti d'Europe et de Sibérie, Talghat Tâjuddin (dont le siège est à Oufa dans la RSA de Bachkirie et donc inclus dans la RSF de Russie), semble avoir une position plus solide, confortée par le soutien actif qu'il reçoit de la Ligue Islamique Mondiale, basée en Arabie saoudite (la *Rabita*). Cependant l'imâm de la mosquée de Moscou (tatar comme Tâjuddin) prétend devenir autonome par rapport au mufti d'Europe. Le Mufti chi'ite de Bakou, le Cheykh ul-Islam Pashazade, n'est pas menacé par une contestation fondamentaliste, grâce à son prestige d'ancien disciple de l'ayatollah Chariat-Madari et à la méfiance que l'Iran suscite chez les Azéris.

C'est au Caucase du nord, où le quatrième Mufti, celui de Marachkala, Dakaev, aurait été destitué par la population, que la contestation du clergé officiel est la plus forte.

Le clergé officiel essaie donc de servir d'interface entre les gouvernements en place dans les républiques, le clergé parallèle et les instances islamiques internationales, essentiellement les réseaux des Frères musulmans arabes et la *Rabita*, la Ligue Islamique d'obédience saoudienne.

Le clergé parallèle

L'existence d'un clergé parallèle, qui était en fait fort peu clandestin parce que vivant en symbiose avec la population, au vu et au su des autorités locales, et qui a maintenu la transmission de l'islam pendant les soixante-dix années de soviétisme, avait été mise en évidence par les travaux d'Alexandre Bennigsen et Chantal Lemerrier-Quelquejay (1). Les mollahs parallèles sont en général

(1) Les deux ouvrages clés sont *L'Islam en URSS*, Payot, et *Le Soufi et le Commissaire*, Le Seuil, 1986.

mollahs de père en fils; ils travaillaient officiellement comme ouvriers ou paysans kolkhoziens mais assuraient une fonction de praticien des rites. L'enseignement islamique qu'ils transmettaient était très conservateur, voire sclérosé, car bien entendu coupé des courants de pensée qui ont agité le monde musulman contemporain. Ces mollahs sont en fait des fondamentalistes traditionalistes. Il est frappant de voir à quel point soixante-dix ans de soviétisme ont glissé sur eux sans les influencer le moins du monde.

Dès la pérestroïka lancée, ils sont sortis de leur marginalité. Partout les mosquées ont été réouvertes et des cours pour enfants institués en dehors des heures officielles de classe. Mais les mollahs parallèles n'ont guère de formes propres d'organisation. Dans le Caucase du nord, ils sont souvent membres de confréries soufies, lesquelles, autrefois importantes en Asie centrale, ont beaucoup décliné. Mais il ne faut pas prendre ces confréries pour des organisations structurées et hiérarchisées : elles sont en général organisées sur un plan local, autour du descendant d'un « saint homme ».

Les mollahs parallèles sont peu politisés. Au Caucase du Nord et dans certaines parties de l'Ouzbékistan, ils contestent le clergé officiel, mais ont fait ailleurs une sorte de pacte avec lui. Souvent, comme au Tadjikistan, le clergé officiel s'empresse de « confirmer » les mollahs parallèles tout en s'efforçant de mettre sur pied des structures de formation du clergé futur, *madrasat* et universités islamiques, en général financées par la Ligue Islamique mondiale.

Le Parti de la Renaissance islamique

Mais il aurait été étonnant que l'islam soviétique reste en dehors des turbulences du monde musulman. C'est, comme toujours, parmi les intellectuels musulmans et non parmi les mollahs que l'islam politique, proche du modèle prôné par les Frères musulmans, a fait sa percée dans l'ex-URSS.

Le terreau est favorable au fondamentalisme dans deux cas : – dans des zones restées farouchement musulmanes et qui ont une longue tradition d'opposition aux Russes puis aux Soviétiques ; – dans les zones où les conditions sont défavorables à l'émergence d'un sentiment national. Or ces deux ensembles se recoupent largement. Le PRI a été fondé en juillet 1990 par des intellectuels tatars et daghestanais ; il s'est ensuite rapidement implanté au Tadjikistan et dans les zones ethniquement mixtes de l'Ouzbékistan (Ferghana) mais ne perce nullement au Kazakhstan, Kirghizie, Turkménistan et Azerbaïdjan. Le paradoxe veut donc que, sur le territoire de l'ex-URSS, ce soit dans la république de Russie que le fondamentalisme islamique soit le plus fort (Tadjikistan mis à part).

La Prénance des nouveaux Etats-nations

Cependant il est remarquable que la montée du fondamentalisme ait été totalement incapable de dégager une force islamique supra-nationale dans l'ex-URSS. Les *muftiyya* officiels se recomposent selon les nouvelles républiques : Tadjikistan et Kazakhstan réclament leur propre mufti : les religieux officiels du Tadjikistan (dirigés par le « Grand Qazi » Akbar Turanjanzade), et du Kazakhstan (dirigés par Hassanbeg Radbeg), qui dépendaient du *muftiyya*

de Tachkent, veulent devenir « autocéphales ». Le *muftiyya* du Caucase du Nord aurait éclaté en cinq entités correspondant aux quatre RSA locales et au territoire autonome des Karatchays et Tcherkesses. Même le PRI paraît menacé par une scission entre musulmans « russes » (Tatars et Daghestanais) et Tadjiks de l'autre. L'islam soviétique suit la décomposition de l'empire. En fait, comme nous l'avons noté, l'islamisme politique n'apparaît que dans les zones où il est difficile de concevoir un nationalisme local du fait des brassages ethniques (Daghestan, Tadjikistan). Là où le nationalisme est fort (Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Kirghizie), l'islam a du mal à s'organiser politiquement, ce qui n'exclut pas la force, au niveau du village et donc de la vie quotidienne, d'un fondamentalisme traditionaliste peu politisé mais réclamant la *chariat* (Ouzbékistan).

Les Musulmans Soviétiques et le monde islamique

Les pôles étrangers d'une éventuelle recomposition de l'espace musulman de l'ex-URSS sont : la Turquie, qui pourrait jouer le sentiment pan-turc, l'Iran, qui bénéficie du prestige de la révolution islamique et est proche des Tadjiks et des Azéris, l'Arabie saoudite, grande bailleuse de fonds, le Pakistan par l'intermédiaire des partis de Moudjahidine afghans qu'il contrôle, et enfin, seul acteur non-étatique, les Frères musulmans arabes, influents chez les Moudjahidine afghans et qui ont su tisser un réseau d'influence en Asie centrale et chez les musulmans de Russie, en utilisant souvent, du moins jusqu'à la Guerre du Golfe, des fonds saoudiens.

La Turquie et le mythe du panturquisme

Il se confirme que le Président Demirel reprend à son compte la politique étrangère d'Özal, qui, tout en maintenant la priorité européenne et le refus du pan-turquisme, s'est définie par l'abandon de quatre tabous kémalistes : les Kurdes, les Arméniens, l'Islam, le Moyen-Orient ; sans cet abandon, il ne saurait y avoir de véritable politique régionale turque.

Or la Turquie se veut aujourd'hui une puissance régionale et adopte une politique d'influence tous azimuts : la Mer Noire avec la proposition d'une zone économique ; le Caucase avec la reconnaissance de l'Azerbaïdjan et le rapprochement avec les Arméniens ; l'Est avec l'Organisation de Coopération Economique à laquelle participent l'Iran et le Pakistan ; le Moyen-Orient avec le projet de conférence sur l'eau et surtout le parrainage discret des kurdes irakiens. Cette politique tous azimuts suppose une reconnaissance du fait kurde et du fait arménien, de même qu'une acceptation de l'identité musulmane (mais non islamique) de la Turquie (statut d'observateur à l'Organisation de la Conférence Islamique) : les trois points peuvent être considérés comme acquis. Un virage vers le pan-turquisme remettrait en cause la stratégie tous azimuts de la Turquie et provoquerait la méfiance des partenaires possibles (Iran, Arménie, pays arabes) sans apporter de gains tangibles : de toute façon, aujourd'hui, l'Asie centrale serait plus un fardeau qu'un atout stratégique.

Ankara souhaite jouer un rôle d'arbitre au Caucase et en Asie centrale et ne veut pas être identifié à un pan-turquisme qui s'opposerait à sa double vocation régionale et européenne. La Turquie a deux atouts : la communauté culturelle avec les Turcophones d'Asie centrale et une industrie dynamique qui peut fournir à bon marché une partie des produits dont manquent les républiques d'URSS et que l'Iran ne peut fournir. Ces deux données sont encore plus importantes pour l'Azerbaïdjan : la langue est identique et la Turquie peut apporter une aide économique et une expertise technologique sur le court terme, qu'elle ne pourra étendre, faute de moyens, à l'Asie centrale.

Aucun des acteurs politiques de la région n'est pan-turc à l'exception de groupuscules d'extrême droite en Turquie et de groupes isolés comme ERK en Ouzbékistan. Les Ouzbeks sont... pan-ouzbeks, les Kazakhs sont fédéralistes. Les Etats d'Asie centrale refusent le pan-turquisme, comme le montre la volonté de Tachkent de revenir à l'alphabet arabe et à la langue « vieil-ouzbek » (un turc très persanisé). Il ne faut pas oublier que les Ottomans n'ont jamais, même brièvement, mis le pied en Asie centrale.

L'Iran

L'Iran est en position défensive en Asie centrale et au Caucase : il a toujours attendu le dernier moment pour reconnaître les indépendances et a maintenu jusqu'au bout le dialogue avec Moscou. L'activisme récent de Téhéran (visite de Velayati en décembre 1991, promesses d'accords économiques) vise à se prémunir d'une dérive pan-turque ou d'une influence de fondamentalistes sunnites hostiles. L'Iran sait qu'Ankara n'a pas de grand dessein pan-turc, mais craint une montée des nationalismes turcs. Un tiers de la population iranienne est turcophone. Une dizaine de millions d'Azéris et plusieurs centaines de milliers de Turkmènes, qui, eux, sont sunnites, fragilisent les frontières de l'Iran. Une règle générale valable depuis le XVI^e siècle veut que la loyauté envers l'Etat central soit fondée sur le chi'isme et non l'ethnie : jusqu'ici les chi'ites d'Iran se sentent Iraniens quelle que soit leur appartenance ethnique (Persans, Arabes et Azéris) alors que les sunnites ne se sentent pas Iraniens, même si leur culture est iranienne (Kurdes et Baloutches). Cette règle peut-elle changer ? C'est la crainte de Téhéran.

C'est l'Azerbaïdjan qui constituera l'épreuve de vérité. Les Azéris sont nombreux dans les oppositions au régime, aussi bien parmi la gauche que parmi les radicaux islamistes.

Cependant sur le court terme, la réunion des deux Azerbaïdjan n'est pas d'actualité : ce serait un *casus belli* pour Téhéran; Ankara n'encouragera pas ce mouvement; tant qu'il fait mieux vivre à Tabriz qu'à Bakou (ce qui est le cas aujourd'hui), les Azéris iraniens seront prudents; enfin il n'y a pas de mouvement nationaliste fort en Azerbaïdjan iranien.

Curieusement l'Iran islamique a toujours considéré que le domaine d'application de sa politique étrangère était avant tout le Moyen-Orient (Liban, Irak, Palestine, comme le montre la Conférence sur la Palestine d'octobre 1991) et l'ensemble de la communauté musulmane (d'où l'activisme à la dernière réunion

de l'OCI à Dakar), mais ni l'Asie centrale ni l'Afghanistan, où l'Iran a toujours prôné un accord politique entre Kaboul et les Moudjahidine.

Cependant l'Iran se doit d'être présent en Asie centrale pour éviter une percée turque ou fondamentaliste sunnite. L'atout de l'Iran est sa position géographique, le pétrole et l'image islamique, forte en Asie centrale. Le prestige de l'Iran est très grand au Tadjikistan persanophone, mais il est risqué pour l'Iran d'épouser entièrement la cause tadjik, car c'est alors se poser en protecteur des persanophones minoritaires contre les autres (turcophones en Asie centrale, Pachtounes en Afghanistan) et se trouver ainsi engagé dans des conflits ethniques. En fait, l'Iran s'est toujours systématiquement posé en défenseur des chiïtes, mais jamais des persanophones sunnites. L'Iran n'a jamais eu de politique ethnique. L'Iran n'a par exemple aucune influence sur les persanophones sunnites d'Afghanistan, comme le commandant Massoud.

En résumé, Téhéran manifesterait sans doute une grande prudence et préférerait, malgré des mouvements d'humeur, une coopération avec la Turquie plutôt qu'une surenchère où l'Iran n'a pas les meilleurs atouts.

L'Afghanistan

En Afghanistan, quelle que soit l'évolution de la situation politique dans la ville de Kaboul, le reclassement des forces en présence se fera très probablement sur des bases ethniques. Il est clair que l'ensemble des Pachtounes, quelle que soit leur position idéologique (communistes, royalistes ou islamistes) refusent un véritable partage du pouvoir avec les Tadjiks et encore moins avec les chiïtes. Il faut s'attendre à une tentative pachtoune de reprise du pouvoir quel qu'en soit le pivot. Or ni les Hazaras chiïtes ni les Tadjiks ne sont prêts à revenir au *status quo ante*. L'hypothèse du « coup pachtoune » est d'autant plus vraisemblable que les Pakistanais (pour assurer leur contrôle de la zone frontalière) et les Saoudiens (par crainte de l'Iran) jouent les Pachtounes.

Un éclatement de l'Afghanistan se fera sur une ligne est/ouest. Au nord de cette ligne les républiques musulmanes ex-soviétiques serviront de pôles d'attraction : l'Ouzbékistan attirera les Ouzbeks afghans. Par contre le Tadjikistan soviétique est trop faible pour jouer un rôle; ici c'est l'inverse qui se passera : les Tadjiks soviétiques appelleront sans doute un jour l'armée du commandant Massoud pour se défendre ou rétablir l'ordre.

Le commandant Massoud sera après le retrait de l'armée soviétique la principale force militaire entre Tachkent et Kaboul. Son prestige est fort parmi les mollahs du Tadjikistan, mais il n'interviendra au Tadjikistan soviétique que si les conditions suivantes sont remplies :

- le chemin de Kaboul fermé par les Pachtounes et les Pakistanais;
- un régime islamo-nationaliste au Tadjikistan menacé par un Ouzbékistan resté « communiste ».

Il est improbable que Massoud pousse les Tadjiks soviétiques à se lancer dans une guerre civile. Il n'agira que s'il dispose d'une légitimité à la fois religieuse et nationale. Il attendra donc que l'évolution interne au Tadjikistan amène un changement de régime.

Le pôle fondamentaliste : Pakistan et Saoudiens

L'armée pakistanaise a toujours eu un « grand dessein » : recréer un empire musulman sunnite entre le Grand-duché de Moscovie, l'Iran chi'ite et l'Inde. On peut sourire du décalage entre les prétentions et la puissance réelle du Pakistan, mais force est de constater la remarquable constance et la relative efficacité des Pakistanais (toujours soutenus par les Saoudiens), même si le résultat final ne devrait pas être à leur avantage. Leur stratégie a été :

- d'éviter toute véritable unification de la résistance afghane ;
- de contrôler les zones tribales pachtounes pour se donner une profondeur stratégique par rapport à l'Inde ;
- de soutenir un pôle fondamentaliste et pachtoun, qui soit ainsi proche des Pakistanais (il ne faut jamais oublier le poids des Pachtounes pakistanais dans l'armée et les services secrets d'Islamabad) ;
- d'établir des têtes de pont en Asie centrale en jouant les Ouzbeks et en court-circuitant les Tadjiks.

Les trois premiers objectifs ont été remplis, même si aujourd'hui les Pakistanais doivent prendre leurs distances avec le leader islamiste radical Hekmatyar ; mais ils trouveront toujours un autre Pachtoun, si possible fondamentaliste. Quant au quatrième objectif, les Pakistanais tentent sérieusement de prendre pied en Asie centrale, soutenus par les Saoudiens.

Les Saoudiens, jusqu'à la guerre du Golfe, s'étaient alliés avec les Frères Musulmans arabes pour encadrer le renouveau islamique en URSS. La rupture qui a suivi la guerre a eu des effets très négatifs en Asie centrale : le clergé officiel a pris partie pour l'Arabie saoudite alors que le clergé parallèle et le Parti de la Renaissance Islamique ont suivi les Frères Musulmans dans leur condamnation de l'appel aux troupes américaines. Le mouvement islamiste de l'ex-URSS est donc divisé.

L'activisme de l'Arabie saoudite s'explique à la fois par son obsession de contrer l'Iran et par sa volonté de reprendre la direction d'un fondamentalisme certes conservateur mais très anti-occidental, entre autres pour donner des gages au clergé wahhabi, qui, sous la direction de Sheykh Ibn Baz, critique ouvertement la compromission de Ryad avec l'Occident.

C'est le projet saoudo-pakistanaï qui est sans conteste le plus déstabilisateur pour la région. En effet la politique pakistanaïe par son jusqu'au-boutisme entraînera la division de l'Afghanistan sur une base ethnique. Il est probable que les Pakistanais seront incapables de gérer les zones tribales sous leur contrôle et qu'ils seront dépassés par les conflits tribaux et le trafic d'armes et de drogue.

Quant aux Saoudiens, sous prétexte de mettre sur pied un pôle fondamentaliste conservateur et anti-iranien, ils soutiennent par l'intermédiaire de la Ligue Islamique mondiale des mouvements extrémistes qui, comme d'habitude, leur échapperont le jour venu.

Le pôle fondamentaliste : les réseaux de prédicateurs

Mais la transformation en profondeur de l'islam soviétique ne provient pas tant des stratégies d'Etats : celle-ci ont en effet tendance à se combattre donc à s'annuler. Par contre, les organisations islamiques non-gouvernementales jouent un grand rôle chez les musulmans sunnites de l'ex-URSS. Ce sont d'une part les Frères musulmans, qui offrent une idéologie plus cohérente et structurée que celle des wahhabis saoudiens : ils s'efforcent de toucher plutôt les élites. Ce sont, d'autre part, des mouvements plus quiétistes et même franchement apolitiques comme le Jama'at ut Tabligh, qui dans l'ex-URSS comme en France utilise des techniques de prédication de masses pour toucher les individus : porte-à-porte, formation accélérée de prédicateurs, distribution d'opuscules lisibles par tous, etc.

Mais l'islam que prêchent ces mouvements, formaliste, scriptural, puritain, ne tient aucun compte des particularités culturelles et ethniques des peuples musulmans d'URSS. Dans le vide idéologique et la destructuration sociale qui caractérisent l'ensemble de l'ex-URSS ils rencontrent bien sûr un écho favorable y compris dans l'intelligentsia ; dans les campagnes ils retrouvent les mollahs parallèles qui ont maintenu l'islam contre le communisme. Mais il paraît assuré que l'islam, dans l'ex-URSS comme dans tout le Moyen-Orient, ne permettra pas de dépasser les antagonismes ethniques et nationalistes. La ré-islamisation est un facteur plus socio-culturel que stratégique, voire que politique. L'exemple du Moyen-Orient contemporain montre que des politiques d'islamisation peuvent être menées par des régimes qui n'ont rien d'islamique (comme par exemple le nouveau code de la famille imposé par le FLN algérien en 1984). La recomposition de l'ensemble musulman soviétique se fera donc sur la base des stratégies d'Etats et des solidarités ethniques, pas sur celle du fondamentalisme islamique, qui risque par contre de devenir la marque identitaire de bien des musulmans de la république de Russie, condamnés à rêver d'une impossible indépendance.